

Reportage

A Huelva, les fantômes de l'or rouge

Jean-Jacques Bozonnet, Le Monde, 16/06/2010

Les travailleurs saisonniers vivent dans des conditions misérables, à Huelva - ici, des Marocaines le 7 mars 2009.

Huelva (Espagne) Envoyé spécial



Dans l'immense hangar climatisé, les barquettes de fruits rouges circulent au ralenti sur les chaînes de conditionnement. Chez Bionest, la plus grande exploitation de fraises biologiques d'Andalousie, les rangs des ouvrières portant blouse et charlotte sont clairsemés. Dans les champs alentour et sous les hectares de serres en plastique qui recouvrent la région, les dos courbés se font rares. En ce début juin, la saison touche à sa fin, d'autant plus précocement que la météo n'a pas été favorable aux fraises, framboises et myrtilles, ces précieuses pépites rouges qui font la richesse de la province de Huelva.

Dans les rues d'Almonte, comme le long de la nationale jusqu'à la côte, des groupes de femmes attendent l'autocar. Direction Bucarest pour la plupart ; ou simplement le port d'Almeria à destination de Tanger. Roumaines et Marocaines forment l'essentiel des cohortes de ramasseuses qui, chaque printemps, arrivent par dizaines de milliers pour "faire la fraise". Trois ou quatre mois plus tard en fonction du type de contrat qu'elles ont signé avec les exploitants espagnols, les voilà sur le chemin du retour, fourbues mais avec suffisamment d'argent pour voir venir jusqu'à la prochaine campagne.

Moussa Diarra, lui, ne bougera pas. Ce Malien de 22 ans, arrivé en Espagne il y a deux ans sur une pirogue, n'a pas de billet de retour. Pas même de quoi prendre un autocar vers la Catalogne, par exemple, pour la saison des pommes. Moussa Diarra est l'un des "fantômes" qui, depuis plusieurs années, hantent "la forêt".

C'est là, à deux pas de Palos de la Frontera, à l'abri des pins parasols, loin des regards d'une population indifférente, que 1 500 à 2 000 Africains, avec ou sans papiers, se sont organisés en village, vivant dans des huttes sommairement bricolées avec le plastique des serres voisines. Refuge de misère dans un décor de carte postale, "la forêt" est devenue un cul-de-sac pour ces hommes attirés par l'eldorado de la fraise.

Cette saison, aucun d'entre eux n'a trouvé de travail dans les champs. "Ils n'aiment pas les Noirs, ils ne veulent que les femmes", grommelle Draman Bari, un Sénégalais de 41 ans, bloqué dans "la forêt" depuis quatre ans déjà. Les exploitants se réfugient derrière la loi : pas question d'employer des clandestins. Ici, depuis le milieu des années 1990, on privilégie une immigration temporaire soigneusement choisie par le biais des "contrats d'origine". Pour Abou Sidibé, 45 ans, un Malien régularisé depuis quelques années, "les papiers ne servent à rien avec la crise. Il faut qu'elle se termine, même notre pays est mieux que l'Espagne d'aujourd'hui".

Moussa Diarra, qui s'est improvisé porte-parole de "ceux de la forêt", feint de s'étonner : "Nous sommes sur place. Pourquoi ne nous font-ils pas de contrats au lieu de faire venir des travailleurs d'ailleurs ?" Curieusement, le discours de ces immigrés sans papiers rejoint celui des Andalous de souche qui, en raison de la crise de la construction, souhaitent revenir aux champs. "Cette année, en accord avec le gouvernement régional, nous avons fait des contrats de campagne à des gens du coin", se défend Juan Soltero, le gérant de Bionest. Mais ces contrats saisonniers locaux demeurent marginaux.

Pour Diego Canamero, le secrétaire général du Syndicat des ouvriers agricoles (SOC), "s'ils préfèrent signer des contrats avec les pays d'origine alors qu'il y a des files kilométriques devant les agences pour l'emploi à Séville ou à Cadix, c'est parce que ces travailleurs ont moins de droits que nous". Quand le patron de Bionest se justifie par "un déficit de main-d'oeuvre locale", le syndicaliste rugit : "Ce n'est pas vrai que 30 % des chômeurs andalous refusent de travailler. Le gouvernement tente d'occulter la réalité du chômage."

Le salaire minimum syndical est de 37,67 euros par jour. En réalité 33 à 35 euros, une fois retirés les frais de logement (2 euros par jour), le transport jusqu'au champ et les diverses retenues ponctuelles. L'arithmétique voudrait que le salaire mensuel, en travaillant tous les jours, atteigne 1 000 euros, mais c'est compter sans les intempéries. "Cette année, certaines ont attendu un mois et demi sans pouvoir travailler, elles ont dû repartir, sans avoir touché de salaire et après avoir payé leur logement", explique Viorica Mohan, une cueilleuse roumaine, de longue date en Andalousie, qui sert de relais avec le SOC.

La plupart de ces femmes, jeunes et souvent diplômées, sont satisfaites du salaire - "tellement supérieur à chez nous". Mais elles restent muettes sur les conditions de travail et de vie. "Si un travailleur roumain ou marocain réclame, il ne revient pas l'année suivante, affirme Diego Canamero. Les gens acceptent d'être exploités par peur des représailles et les autorités ne disent rien." Alors, ce sont les associations de médiation et les syndicalistes agricoles qui dénoncent les dortoirs surpeuplés, sans confort ni hygiène, l'absence de toilettes ou d'eau potable dans les champs, les cadences infernales, et les pressions en tous genres des patrons.

Deux affaires d'abus sexuels sur des travailleuses marocaines viennent d'être révélées pour la première fois par la presse locale. Les plaintes déposées par huit saisonnières contre cinq Espagnols parlent de harcèlement sexuel continu assorti de menaces et d'humiliations. Les faits datent de la saison 2009. Il a fallu des mois pour qu'ils remontent à la surface en raison de l'omerta consentie par toute une région. "Guardia civil, juges, politiques, entrepreneurs, journalistes, tout le monde a entendu parler des abus, écrit El País. Mais ce n'est pas un sujet de conversation agréable car la fraise nourrit la moitié de la province."

Tout le monde n'est pas indifférent au sort de ces 50 000 à 65 000 travailleurs qui récoltent chaque année quelque 250 000 tonnes d'"or rouge", dont 80 % sont exportés. Dans la commune de Cartaya, une résidence pour travailleuses saisonnières vient de sortir de terre. Un projet encore unique en Espagne, porté depuis huit ans par la municipalité socialiste et financé en partie par des fonds européens. Pour l'instant, seules trois ou quatre exploitations ont accepté de payer pour y loger leurs travailleuses (3,50 euros par jour et par personne). Et il a fallu convaincre la population de la légitimité d'un tel investissement public : "La majorité a fini par comprendre que ces femmes consomment, vont au supermarché, apportent de l'argent au village", estime Manolo Garcia, adjoint au maire et président de la fondation qui gère l'équipement.

Chez Bionest, Juan Soltero s'enorgueillit d'"une politique sociale qui fait que les gens se sentent bien et reviennent d'une année sur l'autre". "Par comparaison, Bionest est sans doute la meilleure socialement, admet Viorica Mohan. Mais aucune exploitation ne respecte les règles." A commencer par des contrats rédigés uniquement en espagnol que les travailleuses découvrent à leur arrivée et qui prévoient généralement une période d'essai de quinze jours. L'an dernier, près de 2 000 Marocaines auraient ainsi été renvoyées dans ce délai.

Pour l'eurodéputée d'Europe Ecologie, Hélène Flautre, qui s'est rendue sur place avec une mission parlementaire, il est indispensable que la future directive en cours d'élaboration à la Commission européenne "fixe des normes contraignantes aux employeurs pour harmoniser par le haut les conditions d'emploi des saisonniers". Les décisions de Bruxelles n'auront aucun impact sur la vie de "la forêt". Sawadogo Seidou, 27 ans, le sait, mais il patientera : "L'an dernier, j'ai travaillé quinze jours au moment de la plantation, cela m'a permis de financer une année de scolarité de mes trois jeunes frères au Burkina." Et puis, conclut son voisin de hutte : "Dans la forêt, c'est mieux que dans la rue."

De nombreux immigrés rentrent chez eux

Jean-Jacques Bozonnet, Le Monde, 16/06/2010

Madrid Correspondant

Depuis que José Luis Rodriguez Zapatero a annoncé son plan de rigueur, des pirogues bondées de fonctionnaires et de retraités espagnols feraient route vers les côtes marocaines. Des volontaires du Croissant-Rouge ont installé un centre d'accueil à Rabat, tandis que les vedettes de la Guardia civil tentent d'enrayer la vague migratoire. C'est une blague bien sûr, qui fait un tabac sur Internet. Plus sérieusement, les statistiques officielles indiquent toutefois que, pour la première fois depuis très longtemps, le nombre d'Espagnols partis à l'étranger en 2009 (102 000) a dépassé celui des immigrants (60 269).

La crise a rayé l'Espagne de la carte des destinations privilégiées. Le chômage, qui dépasse 20 % de la population active, affecte en premier lieu les immigrés (29,7 %), qui sont aujourd'hui 5,7 millions, soit 12,2 % des 47 millions d'habitants.

L'une des premières mesures du gouvernement socialiste pour désamorcer l'immigration a été de réduire en 2008 le nombre des contrats conclus avec les pays d'origine, qui est ainsi passé de 183 610 en 2007 à moins de 20 000 en 2009. Les ramasseuses de fraises de la région de Huelva en constituent les plus gros bataillons : 4 500 en 2010, alors qu'elles étaient encore 16 500 en 2009.

Les aides au retour mises en place fin 2008 pour les chômeurs étrangers (versement de la totalité des indemnités de chômage contre la promesse de ne pas revenir avant trois ans) n'ont pas rencontré un grand succès. Pourtant, près de 100 000 Latino-Américains sont rentrés chez eux en 2009, principalement des Equatoriens (26 500), des Boliviens (20 000) et des Argentins (11 700). Beaucoup d'immigrés sans emploi en feraient autant s'ils n'étaient retenus en Espagne par un emprunt immobilier. Fin mai, le président équatorien, Rafael Correa, s'est emporté contre "le système de crédit bancaire pervers et criminel de l'Espagne".

La tendance au retour ne concerne pas les Roumains. Plus de 30 000, chassés par la crise économique qui frappe leur pays, se sont enregistrés en 2009, soit la moitié du flot des arrivants. Les autres seraient également des Européens, mais pas des travailleurs. Selon l'Observatoire permanent de l'immigration, le nombre des retraités britanniques et allemands s'installant en Espagne serait à nouveau en hausse (respectivement +6 % et +11 %). Et les Français (+12,4 %) ont dépassé les Polonais.